

APPEL À CONTRIBUTIONS

« Décentrer l'analyse des relations afro-chinoises »

Revue internationale des études du développement n°251 (2023-1)

Coordination du numéro

- **Thierry PAIRAULT** (pairault@ehess.fr), socio-économiste et sinologue, directeur de recherche émérite (CNRS / EHESS) et membre du Centre d'études sur la Chine moderne et contemporaine de l'EHESS.
- **Folashadé SOULÉ** (folashade.soule-kohndou@bsg.ox.ac.uk), politiste, chercheuse au Global Economic Governance programme, Blavatnik School of Government University of Oxford.
- **Hang ZHOU** (hang.zhou@cmi.no), politologue et anthropologue, post-doctorant au Chr. Michelsen Institute, Bergen.

La question que pose la grande majorité des travaux étudiant les relations entre l'Afrique et la Chine est « Que fait la Chine en Afrique ? Que font les Chinois en Afrique ? », oubliant souvent d'ambitionner une anthropologie du changement social, économique et politique dans laquelle les acteurs africains retrouveraient toute leur place, en d'autres termes une démarche qui décentrerait la Chine et les Chinois afin d'éclairer par l'Afrique et les Africains les fondations micro des processus macro du développement. Pour reprendre plus ou moins les mots de Jean-Pierre Olivier de Sardan (1991), nous dirons que la démarche doit être axée sur les acteurs africains de base à la recherche du développement et privilégier leurs points de vue et leurs pratiques afin de mettre en évidence leurs stratégies, aussi contraintes soient-elles, leurs marges de manœuvre, aussi faibles soient-elles, en un mot leur « agencéité » [telle est la traduction que Jean-Pierre Olivier de Sardan donne du terme anglais *agency*]. Elle souligne les logiques et les rationalités qui sous-tendent représentations et comportements. « Elle met l'accent sur l'existence de réels "niveaux de décision" à tous les échelons, et de choix opérés par les individus en leur nom ou au nom des institutions dont ils se considèrent comme les mandants ».

L'agencéité – ou l'agentivité comme il est désormais courant de l'appeler¹ – est ici pensée comme l'aptitude à opérer ou à introduire des changements socio-économiques et politiques dans l'arène où interviennent les acteurs. Procéder à ces changements n'implique pas toujours de contester le pouvoir ni ne signifie forcément déconstruire des structures et dénoncer des normes. Il est tout à fait possible de promouvoir ces changements en érigeant des formes d'actions se conformant aux normes existantes. C'est donc pourquoi le décentrage² de l'approche des relations afro-chinoises est rendu nécessaire pour précisément mieux évaluer dans quelle mesure les présences chinoises ont répondu ou non aux demandes africaines (produits manufacturés et prestations de services bon marché, financements, etc.). Ce décentrage débouche sur un ensemble de questions : 1) Quelle est la nature des changements recherchés ou

¹ Jean-Pierre Olivier de Sardan (2021 :156) date son emploi de 2018 à la suite des travaux de Cyril Lemieux. De fait, son emploi serait plus ancien en psychologie et en sociologie et résulterait de son invention au Canada francophone.

² Nous disons un décentrage qui est l'action de déplacer le centre (décentrer) et non un décentrement qui est un défaut d'alignement en optique, ce dernier terme étant repris en relations internationales pour évoquer un désalignement par rapport aux approches occidentales.

occasionnés ? 2) Comment sont-ils générés ?) Quels champs de pouvoir impliquent-ils ? 4) Quelles sont les normes qui les étayent et les sustentent ?

En abordant la question des pratiques agentives et normes africaines dans les relations afro-chinoises c'est donc à un décentrage de la Chine vers l'Afrique auquel voudrait convier cet appel à contributions. Étudier les pratiques agentives des acteurs africains au sein de réseaux internationalisés, c'est aussi examiner en quoi elles interagissent avec les stratégies d'extraversion (Bayart, 1999 ; Lavigne Delville, 2017) par lesquelles ces acteurs mobilisent des ressources financières, politiques ou intellectuelles. Toutes les disciplines – l'économie, la sociologie, l'anthropologie, le droit, la géographie, l'histoire, la science politique, la démographie – pourront être mobilisées pour traiter cette thématique dans ses différents aspects et documenter les expériences afférentes, en ciblant plus particulièrement ses effets sur les territoires, les sociétés, les institutions, les individus, principalement, mais non exclusivement, au travers de trois axes :

Trois axes thématiques

➤ Les acteurs africains dans leurs relations avec la Chine à l'échelle locale et nationale :

Les relations afro-chinoises s'exercent par le biais d'acteurs multiples, mais également à de multiples échelles. Un nombre croissant d'études consacrées à cet axe traitent d'un éventail d'acteurs africains de plus en plus large, allant des présidents (Amougou & Bobo, 2018 ; Malm, 2020 ; Wang, 2021), aux factions politiques au pouvoir (Phillips, 2019), aux élites politiques (Cabestan, 2020 ; Corkin, 2013), aux bureaucrates et partis politiques (Benabdallah, 2020 ; Soulé, 2018, 2020), aux gouvernements locaux (Gambino, 2020), aux organisations syndicales (Lampert & Mohan, 2013 ; Lee, 2009), aux entrepreneurs locaux (Ding, Samatar & Liao, 2018 ; Kernen *et al.*, 2020, Lampert & Mohan, 2015) et aux organisations de plaidoyer (Chipaike & Bischoff, 2018). En dépit du travail progressif de décentrage accompli, il importe de poursuivre cette démarche en raison des changements sur le terrain aussi bien en Afrique qu'en Chine. De plus, la stratégie chinoise des nouvelles routes de la soie (NRS) lancées depuis 2016, dont les objectifs demeurent ambigus, aurait un impact non négligeable tant économique que géopolitique ou social en Afrique, ceci faisant de l'étude de l'agentivité des acteurs africains dans les NRS une priorité pressante (Links, 2021a ; Van Staden, Alden & Wu, 2020 ; Mwetaminwa & Vircoulon, 2022). Plutôt que de simplement célébrer des pratiques agentives africaines, les travaux existants essaient également d'identifier les contraintes structurelles auxquelles ils font face, et certains d'entre eux (Carmody, Taylor & Zajontz, 2021 ; Khan-Mohammad & Amougou, 2020 ; Kragelund & Carmody, 2015 ; Zajontz, 2021 ; Zhou 2022) commencent à s'interroger si différents types de pratiques agentives pourraient en fait entraîner des transformations structurelles dans les sociétés africaines. Les contributions devront adopter une analyse multi-acteurs et multi-niveaux (local et national) distinguant les acteurs par leur type, leurs motivations, leurs pratiques ainsi que les différents contextes (structurels et historiques) dans lesquels ils mettent en œuvre leurs actions. Il s'agira donc de partir des faits empiriques et/ou d'études de cas pour illustrer les pratiques agentives mises en œuvre par tous les acteurs publics, privés ou mixtes.

➤ Les acteurs africains dans leurs relations avec la Chine à l'échelle régionale et dans les institutions multilatérales :

Un corpus d'études existantes contribuant à enrichir le débat de « l'agentivité africaine » en politique internationale traite des engagements des États africains dans les forums multilatéraux et examine leurs efforts, souvent sous forme de stratégies collectives, pour influencer les programmes des institutions multilatérales et/ou la formulation de normes internationales (Harman, 2015 ; Lee, 2013 ; Mills & Bloomfield, 2018). S'inspirant de cette ligne de recherche, cet axe invite les contributions visant à interroger les relations afro-chinoises dans le contexte du multilatéralisme régional ou global. Elles peuvent explorer les pratiques agentives des acteurs africains dans le cadre des relations avec la Chine, dans les organisations régionales africaines comme la Communauté économique des états d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Communauté de développement d'Afrique australe (CDAA ou SADC pour Southern African Development Community) (Links, 2021b), la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE ou EAC pour East African Community) (Otele, 2020) ou l'Union africaine, la diplomatie de sommet type Forum sur la coopération sino-africaine (FCSA ou FOCAC pour Forum on China–Africa Cooperation) – ou encore les institutions multilatérales sur des sujets spécifiques,

tels que le changement climatique, le commerce mondial, et le maintien et la consolidation de la paix. L'objectif est de démontrer également la mise en œuvre des pratiques agentives des acteurs africains malgré les contraintes et les asymétries structurelles parcourant ces institutions au sein desquelles l'établissement initial des règles du jeu s'est souvent caractérisé par l'absence de véritable participation de ces acteurs africains. Les contributions devront donc préciser à quel niveau, pour quels motifs et par quels moyens les pratiques agentives observées sont mises en œuvre, mais également interroger leur impact tant dans le cadre des objectifs des acteurs africains que sur la structure de ces institutions.

De même, il pourrait être intéressant de voir les convergences/divergences entre la Chine et l'Afrique et d'examiner dans quelle mesure les pays africains s'engagent dans des pratiques agentives pour convaincre, persuader ou rallier le soutien de Pékin sur des questions spécifiques. Les articles traitant de ces questions devront également intégrer les potentielles tensions induites par ces pratiques dans leurs relations avec les partenaires traditionnels occidentaux.

➤ **Modèles de développement et confrontation des normes :**

Si la recherche en Chine semble peu s'intéresser à l'étude des pratiques et normes africaines, en revanche l'Afrique, elle, est confrontée à une réinvention chinoise de normes et de pratiques conçues d'abord pour se distinguer de l'Occident (assimilé au monde moderne), mais aussi pour s'en démarquer aux yeux des pays en développement – y compris les pays africains. Un processus identique est sans doute à l'œuvre en Afrique (par exemple à travers la construction de l'Union africaine et de la zone de libre-échange continentale africaine). Dans ce contexte, le « rêve chinois » peut devenir en Afrique « rêver d'être comme la Chine », et impacter les pratiques et normes africaines. Aussi, les contributions pourront se pencher sur la réception et la transférabilité d'un « modèle chinois » opposé à un modèle occidental (Kernen, 2014 ; Fourie, 2015 ; Pairault, 2019 & 2020 ; Kernen et al., 2020 ; Hodzi & Åberg, 2020), sur l'étude des sessions successives du FOCAC (Sun, 2021), sur la crise de la dette – quelle que soit son importance réelle – (Pairault, 2021) pour étudier comment ces pratiques se sont fait jour et ont pu évoluer de telle sorte que certains pays africains se sentent aujourd'hui à même de revendiquer un poids, un rôle qu'ils pensaient ne pas avoir, comme le souligne F. Soulé (Petite, 2021). Les contributions pourront également porter sur la réponse chinoise, notamment aux résistances, contestations, et outils mobilisés pour ce faire ; mais également dans le sens contraire, l'adhésion ou la renégociation des termes de la relation permettant de surmonter les éventuels désaccords et générer du consensus.

Modalités de soumission des articles au dossier du n°251 (2023-1) de la Ried

Les auteur·e·s s'engagent à lire la [ligne éditoriale](#) de la *Revue internationale des études du développement* et s'engagent à respecter la [charte éthique](#).

Le processus de sélection se déroule comme suit selon les dates indiquées dans le calendrier de production ci-dessous :

1- Envoi de la proposition d'article

Les propositions d'articles, en français, anglais, ou espagnol, présentent le projet d'article en environ 4.000 signes, espaces comprises, soit environ 500 mots ou une page.

La proposition, dont le fichier est intitulé « NOM DE L'AUTEUR-Proposition-251 », au format Word, comprend :

- Le titre : de 70 signes maximum (avec possibilité d'ajouter un sous-titre)
- Un résumé de l'article détaillant la question de recherche, le cadre théorique, le terrain étudié, les principaux résultats
- Des jalons bibliographiques (hors du décompte des signes)
- Un fichier joint intitulé « NOM DE L'AUTEUR-Infos » indiquant de manière exhaustive les noms et prénoms des auteurs, leur statut et leur rattachement institutionnel, leurs adresses courriel.

Ces éléments sont indispensables à l'examen de la proposition d'article. L'adéquation de la proposition à l'appel à contributions est vérifiée par les coordinateurs·trices et la rédaction de la revue.

2- Envoi de l'article

Les auteurs dont les propositions d'article ont été sélectionnées sont invités à envoyer une première version de leur article qui doit impérativement correspondre aux normes indiquées ci-dessous. Les articles sont alors soumis à une lecture en double-aveugle auprès de deux évaluateurs spécialistes et extérieurs à la revue.

Les articles (de 45 000 signes, espaces comprises, hors résumé et bibliographie), pourront être rédigés en français, anglais ou espagnol. Ils doivent être originaux. Ils pourront toutefois avoir fait l'objet de communications à un colloque (avec actes), à condition d'être réadaptés au format exigé par la *Revue internationale des études du développement* (voir les [consignes aux auteurs](#) sur [le carnet de recherches des publications de l'IEDES](#)).

Les références citées doivent être présentées selon le format indiqué dans le document de Consignes aux auteurs (mise à jour 2020).

Calendrier de production

Les auteurs s'engagent à respecter le calendrier indiqué par la rédaction.

Les propositions d'articles sont à soumettre **avant le 8 avril 2022** aux quatre adresses ci-dessous :
pairault@ehess.fr; revdev@univ-paris1.fr; folashade.soule-kohndou@bsg.ox.ac.uk; hang.zhou@cmi.no

- **Les auteurs présélectionnés** par les coordinatrices et le comité de rédaction seront prévenus par l'équipe de la revue la semaine du **19 avril**.

- **Les premières versions des articles**, conformes aux consignes aux auteurs de la revue, seront envoyées par les auteurs aux quatre courriels précités **avant le 3 juin 2022**.

- **Le processus d'évaluation** durera quelques mois, chaque article - anonyme - sera soumis à une double lecture aveugle par des relecteurs extérieurs à la revue, experts sur le sujet traité, et la sortie en librairie de ce n°251 2023-1 est prévue pour **mars 2023**.

Références citées

Amougou, G., & Bobo, R. F. B. (2018). Ambition développementaliste, État stationnaire et extraversion au Cameroun de Paul Biya : Le projet de construction du port autonome de Kribi. *Politique africaine*, 150(2), 29-51. <https://doi.org/10.3917/polaf.150.0029>

Bayart, J.-F. (1999). L'Afrique dans le monde : une histoire d'extraversion. *Critique internationale*, 5(1), 97-120. <https://doi.org/10.3406/criti.1999.1505>

Benabdallah, L. (2020). Power or Influence? Making sense of China's evolving party-to-party diplomacy in Africa. *African Studies Quarterly*, 19(3-4), 94-114.

Cabestan, J.-P. (2020). African agency and Chinese power: the case of Djibouti, *SALIA Policy Insights*, 93.

Carmody, P., Taylor, I. & Zajontz, T. (2021). China's spatial fix and "debt diplomacy" in Africa: Constraining belt or road to economic transformation?. *Canadian Journal of African Studies*, 56(1), 57-77. <https://doi.org/10.1080/00083968.2020.1868014>

Cheru, F. & Obi, C. (2010). Introduction. Africa in the twenty-first century: Strategic and development challenges. In Fantu, C. & Cyril, O. (Eds.), *The rise of China and India in Africa: Challenges, opportunities and critical interventions* (1-10). Zed Books.

Chipaike, R. & Bischoff, P. H. (2019). Chinese engagement of Zimbabwe and the limits of elites agency. *Journal of Asian and African Studies*, 54(7), 947-964. <https://doi.org/10.1177/0021909619848783>

Corkin, L. (2013). *Uncovering African Agency, Angola's management of China's credit lines*. Routledge.

Fei, D., Samatar, A. & Liao, C. (2018). Chinese-African encounters in high-tech sectors: Comparative investigation of Chinese workplace regimes in Ethiopia. *Development Policy Review*, 36, 445-475. <https://doi.org/10.1111/dpr.12357>

Fourie, E. (2015). L'Éthiopie et le Kenya face au « modèle chinois » de développement : Une nouvelle carte pour l'Afrique ?. *Afrique contemporaine*, 253, 87-103. <https://doi.org/10.3917/afco.253.0087>

- Gambino, E. & Périer, M. (2020). La participation chinoise dans le développement des infrastructures de transport au Kenya : une transformation des géométries du pouvoir ?. *Critique internationale*, 89, 95-114. <https://doi.org/10.3917/crii.089.0098>
- Harman, S. (2015). *The Global politics of health reform in Africa: Participation and performance*. Palgrave Macmillan. <https://doi.org/10.1057/9781137500151>
- Hodzi, O. & Åberg, J. (2020). Introduction to the Special Issue: Strategic deployment of the China model in Africa. *Politics & Policy*, 48(5), 804-814. <https://doi.org/10.1111/polp.12378>
- Kernen, A. (2014). L'Afrique face à la puissance économique de la Chine. *Politique africaine*, 134, 5-19. <https://doi.org/10.3917/polaf.134.0005>
- Khan-Mohammad, G. & Amougou, G. (2020). Industrie et développement au Cameroun : les dynamiques d'un État dans l'« émergence ». *Critique internationale*, 89, 53-74. <https://doi.org/10.3917/crii.089.0056>
- Kragelund, P. & Carmody, P. (2016). Who is in charge – State power and agency in Sino-African relations. *Cornell International Law Journal*, 49(1), 1-23.
- Lampert, B. & Mohan, G. (2013). Negotiating China: Reinserting African agency into China–Africa relations. *African Affairs*, 112(446), 92-110. <https://doi.org/10.1093/afraf/ads065>
- Lampert B. & Mohan G. (2015). Making space for African Agency in China-Africa engagements: Ghanaian and Nigerian patrons shaping Chinese enterprise. In Gadzala, A. W. (Ed.). *Africa and China: How Africans and Their Government are Shaping Relations with China* (109-126). Rowman and Littlefield.
- Lavigne Delville, Ph. (2017). Pour une socio-anthropologie de l'action publique dans les pays « sous régime d'aide ». *Anthropologie & développement*, 45, 33-64. <https://doi.org/10.4000/anthropodev.542>
- Lee, C. K. (2009). Raw Encounters: Chinese managers, African workers and the politics of casualization in Africa's Chinese enclaves. *China Quarterly*, 199, 647-666. <https://doi.org/10.1017/S0305741009990142>
- Lee, D. (2013). African agency in global trade governance. In William, B. & Sophie, H. (Eds.), *African agency in international politics*. Routledge.
- Links, S. (2021a). Ascertaining Agency: Africa and the Belt and Road Initiative. In Florian, S. (Ed.), *Global Perspectives on China's Belt and Road Initiative: Asserting Agency through Regional Connectivity* (113-140). Amsterdam University Press. <https://doi.org/10.2307/j.ctv1dc9k7j.8>
- Links, S. (2021b). Parameters and Pathways: Agency in the case of the Southern African development community. In Florian, S. (Ed.), *Global Perspectives on China's Belt and Road Initiative: Asserting Agency through Regional Connectivity* (141-170). Amsterdam University Press. <https://doi.org/10.2307/j.ctv1dc9k7j.9>
- Mills, K. & Bloomfield, A. (2018). African resistance to the international criminal court: Halting the advance of the anti-impunity norm. *Review of International Studies*, 44(1), 101–127. <https://doi.org/10.1017/S0260210517000407>
- Malm, J. (2020). China-powered African agency and its limits: the case of the DRC 2007-2009. *SALIA Policy Insights*, 96.
- Mwetaminwa, J. & Vircoulon, Th. (2022). Un scandale sino-congolais. L'exploitation illégale des minerais et des forêts par les entreprises chinoises au Sud-Kivu. *Notes de l'Ifri*. Ifri.
- Olivier de Sardan, J.-P. (1991). L'anthropologie du changement social et du développement comme ambition théorique ?. *Bulletin de l'APAD*, 1. <https://doi.org/10.4000/apad.296>.
- Olivier de Sardan, J.-P. (2021). *La revanche des contextes. Des mésaventures de l'ingénierie sociale, en Afrique et au-delà*, Karthala.
- Otele, O. M. (2020). China, region-centric infrastructure drives and regionalism in Africa. *South African Journal of International Affairs*, 27(4), 511-532. <https://doi.org/10.1080/10220461.2020.1856179>
- Pairault, Th. (2019). Lin Yifu, l'Afrique et le modèle chinois d'émergence, *Revue de la régulation*, 25. <https://doi.org/10.4000/regulation.14529>
- Pairault, Th. (2020, 30 juillet). China's Infrastructure-heavy model for African growth is failing. *The Diplomat*, <https://thediplomat.com/2020/07/chinas-infrastructure-heavy-model-for-african-growth-is-failing>
- Pairault, Th. (2021). L'Afrique et sa dette « chinoise » au temps de la covid-19. *Revue de la régulation*, 29. <https://doi.org/10.4000/regulation.17645>

- Péclard, D., Kernen, A. & Khan-Mohammad, G. (2020). États d'émergence. Le gouvernement de la croissance et du développement en Afrique. *Critique internationale*, 89, 9-27. <https://doi.org/10.3917/cii.089.0012>
- Petite, S. (2021, 1^{er} décembre). Les pays africains se risquent à demander des comptes à la Chine. *Le Temps*. <https://www.letemps.ch/monde/pays-africains-se-riquent-demander-comptes-chine>
- Phillips, J. (2019). Who's in charge of Sino-African resource politics? Situating African state agency in Ghana. *African Affairs*, 118(470), 101-124. <https://doi.org/10.1093/afraf/ady041>
- Soulé, F. (2018). Bureaucratic agency and power asymmetry in Benin-China relations. In Chris, A. & Large, D. (Ed.), *New directions in Africa-China studies*. Routledge.
- Soulé, F. (2020). Politiques bureaucratiques et asymétrie dans les négociations Afrique-Chine. *Annuaire français de relations internationales*, XXI.
- Sun, Y. (2021, December 6). FOCAC 2021: *China's retrenchment from Africa?*. Brookings Institution Blog. <https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2021/12/06/focac-2021-chinas-retrenchment-from-africa>
- Taylor, I. & Zajontz, T. (2020). In a fix: Africa's place in the Belt and Road Initiative and the reproduction of dependency. *South African Journal of International Affairs*, 27(3), 277-295. <https://doi.org/10.1080/10220461.2020.1830165>
- Van Staden, C., Alden, C. & Wu, Y. (2020). Outlining African agency against the background of the Belt and Road Initiative, *African Studies Quarterly*, 19(3-4), 115-134.
- Wang, Y. (2021). Executive agency and State capacity in development: Comparing Sino-African railways in Kenya and Ethiopia. *Comparative Politics*, 54(2), 349-373. <https://doi.org/10.5129/001041522X16225661565091>
- Zajontz, T. (2021). The Chinese infrastructural fix in Africa: Lessons from the Sino-Zambian "road bonanza". *Oxford Development Studies*. <https://doi.org/10.1080/13600818.2020.1861230>
- Zhou, H. (2022). Western and Chinese development engagements in Uganda's roads sector: An implicit division of labour. *African Affairs*, 121(482), 29-59. <https://doi.org/10.1093/afraf/adac005>

CALL FOR PAPERS

“Decentering the analysis of Africa-China relations”

Revue internationale des études du développement n°251 (2023-1)

Editors

- Thierry PAIRAULT (pairault@ehess.fr), Socio-economist and sinologist, emeritus research director (CNRS / EHESS) and member of the Research Center on Modern and Contemporary China at EHESS.
- Folashadé SOULÉ (folashade.soule-kohndou@bsg.ox.ac.uk), Political scientist, Senior Research Associate at the Global Economic Governance programme, Blavatnik School of Government University of Oxford.
- Hang ZHOU (hang.zhou@cmi.no), Political scientist and anthropologist, Post-Doctoral Fellow at Chr. Michelsen Institute, Bergen.

The question put forward by the vast majority of works studying the relations between Africa and China is “What is China doing in Africa? What are the Chinese doing in Africa?”, thus often overlooking the anthropological dimension of social, economic, and political change in which African actors can reclaim their place, in other words an approach that would decenter China and the Chinese in order to shed light on the microfoundations of the macroprocesses of development by examining Africa and Africans. To borrow from the words of Jean-Pierre Olivier de Sardan (1991), the approach must be centered on African actors that seek development at the grassroot level, and must focus on their points of view and their practices in order to reveal their strategies, however constrained they may be, and their leeway, however limited it may be, in a word, their “agency” [*agencéité* in French, as translated by Jean-Pierre Olivier de Sardan]. This approach highlights the logics and rationalities that underlie representations and behaviors. “It emphasizes the existence of real ‘levels of decision-making’ at every scale, and of choices made by individuals in their own name or in the name of the institutions of which they consider themselves to be the constituents.”

Agency – or *agentivité* as it is now commonly called in French³ – is defined here as the ability to effect or introduce socio-economic and political changes in the arena in which the actors are involved. Making these changes does not always imply challenging power, nor does it necessarily mean deconstructing structures and denouncing norms. It is quite possible to promote such changes by establishing forms of action that conform to existing norms. That is why decentering⁴ the approach to Afro-Chinese relations is made necessary, precisely to better assess to what extent the Chinese presence has met African demands (cheap manufactured products and services, financing, etc.). This decentering leads to a series of questions: 1) What is the nature of the changes sought or brought about? 2) How are they produced? 3) What spheres of power do they involve? 4) What are the norms that underpin and sustain them?

By addressing the question of African agentive practices and norms in Afro-Chinese relations, this call for papers therefore leads to decentering China to focus on Africa. Studying the agentive practices of African actors within internationalized networks also implies examining how these practices interact with the strategies of extraversion (Bayart, 1999; Lavigne Delville, 2017) through which these actors mobilize financial, political, or intellectual

³ Jean-Pierre Olivier de Sardan (2021: 156) dates this use to 2018 following the work of Cyril Lemieux. In fact, this term may have already been used in psychology and sociology before that, and seems to have been coined in French-speaking Canada.

⁴ We use the term decentering which refers to moving the center rather than decenteration which refers to an alignment issue in optics. The latter term is used in international relations to indicate non-alignment with Western approaches.

resources. All disciplines – economics, sociology, anthropology, law, geography, history, political science, and demography – can be called on to address the various aspects of this theme and document the related experiences, more specifically targeting its effects on territories, societies, institutions, and individuals mainly but not exclusively through three lines of inquiry:

An approach through three lines of inquiry

➤ **African actors in their relations with China at the local and national levels:**

Afro-Chinese relations develop through multiple actors, but also at multiple levels. A growing number of studies that focus on this line of inquiry deal with an increasingly wide range of African actors, from presidents (Amougou & Bobo, 2018; Malm, 2020; Wang, 2021) to political factions in power (Phillips, 2019), political elites (Cabestan, 2020; Corkin, 2013), bureaucrats and political parties (Benabdallah, 2020; Soulé, 2018, 2020), local governments (Gambino, 2020), labor unions (Lampert & Mohan, 2013; Lee, 2009), local entrepreneurs (Ding, Samatar & Liao, 2018; Kernén et al., 2020, Lampert & Mohan, 2015), and advocacy organizations (Chipaike & Bischoff, 2018). Despite the progressive decentering that has already been carried out, it is important to further develop this approach because of the changes on the ground in both Africa and China. In addition, the Chinese New Silk Roads (NSR) strategy, which was launched in 2016 and whose objectives remain ambiguous, could have a significant economic, geopolitical, or social impact in Africa, thus making the study of the agency of African actors in the NSR a pressing priority (Links, 2021a; Van Staden, Alden & Wu, 2020; Mwetaminwa & Vircoulon, 2022). Rather than simply celebrating African agentive practices, the literature has also tried to identify the structural constraints faced, and some researchers (Carmody, Taylor & Zajontz, 2021; Khan-Mohammad & Amougou, 2020; Kragelund & Carmody, 2015; Zajontz, 2021; Zhou 2022) have started examining whether different types of agentive practices might in fact lead to structural transformations in African societies. Submissions must adopt a multi-actor and multi-level (local and national) analysis distinguishing the actors by type, motivations, and practices, as well as the different contexts (structural and historical) in which they perform their actions. Therefore, the starting point must be empirical evidence and/or case studies in order to illustrate the agentive practices put into place by every public, private, or mixed actor.

➤ **African actors in their relations with China at the regional level and in multilateral institutions:**

A body of existing studies that has contributed to enriching the debate on “African agency” in international politics addresses the involvement of African states in multilateral forums and examines their efforts, often in the form of collective strategies, to influence the agendas of multilateral institutions and/or the formulation of international norms (Harman, 2015; Lee, 2013; Mills & Bloomfield, 2018). In accordance with this avenue for research, this line of inquiry calls on submissions that examine Afro-Chinese relations in the context of regional or global multilateralism. They may explore the agentive practices of African actors in the context of their relations with China, in African regional organizations such as the Economic Community of West African States (ECOWAS), the Southern African Development Community (SADC) (Links, 2021b), the East African Community (EAC) (Otele, 2020), and the African Union, or in summit diplomacy like the Forum on China-Africa Cooperation (FOCAC) – or even in multilateral institutions on specific issues, such as climate change, world trade, peacekeeping, and peacebuilding. The aim is also to show the agentive practices put into place by African actors despite the constraints and structural asymmetries in these institutions whose rules of the game were initially often established without the real participation of African actors. Submissions should therefore specify at what level, for what reasons, and through what means the agentive practices observed are put into place, but also examine their impact both in the context of the objectives of African actors and on the structure of these institutions.

Similarly, it could be interesting to see the convergences/divergences between China and Africa and to examine the extent to which African countries engage in agentive practices to convince, persuade, or rally Beijing’s support on specific issues. The papers dealing with these questions should also integrate the potential tensions induced by these practices in their relations with traditional Western partners.

➤ **Models of development and confrontation of norms:**

While research in China has not seemed to be greatly interested in the study of African practices and norms, Africa has been confronted with China's reinvention of norms and practices that were initially designed to distinguish itself from the West (assimilated to the modern world), but also to differentiate itself from the West in the eyes of developing countries – including African countries. An identical process has probably been at work in Africa (for example through the construction of the African Union and the African Continental Free Trade Area). In this context, the “Chinese dream” may have become “the dream of being like China” in Africa and may have impacted African practices and norms. Submissions could also examine the reception and transferability of a “Chinese model” as opposed to a Western one (Kernen, 2014; Fourie, 2015; Pairault, 2019 & 2020; Kernen et al., 2020; Hodzi & Åberg, 2020), the successive FOCAC sessions (Sun, 2021), and the debt crisis – whatever its real importance – (Pairault, 2021) to study how these practices emerged and evolved in such a way that some African countries now feel that they can claim a weight, a role that they thought they did not have, as underlined by F. Soulé (Petite, 2021). Submissions may also consider the Chinese response, in particular to resistance and protest, and the tools mobilized for this purpose; but also in the opposite direction, the adhesion or renegotiation of the terms of the relationship leading to overcome any disagreements and to generate consensus.

Submission details / Participation in Issue no. 251 (2023/1) of the RIED

The authors agree to read the [editorial policy](#) of the *Revue internationale des études du développement* and to comply with the [code of ethics](#).

The selection process will take place according to the dates specified in the publication calendar below.

1. Submitting the proposal:

The proposals in French, English, or Spanish must present the paper in 4,000 characters (with spaces), or approximately one page. The Word file (.doc or .docx) for the proposal must be entitled “AUTHOR’S SURNAME-Proposal-251,” and **must include:**

- a title (70 characters maximum, with the possibility of adding a subtitle);
- an abstract detailing the research question, the theoretical framework, the fieldwork, and the main results;
- some bibliographical references (not included in the character count);
- a second file entitled “AUTHOR’S SURNAME-251-info,” including the author’s first name and last name, their status, their institutional affiliation, and their email address.

The relevancy of the proposals with regard to this call for papers and their conformity to the journal guidelines will be verified by the journal editors and the editorial team.

2. Submitting the paper:

The authors whose proposals have been selected will be invited to send a first draft of their article, which must absolutely follow the guidelines below. The articles will then be submitted to a double blind peer review by two external reviewers who are experts on the topic.

The articles (45,000 characters with spaces, excluding the abstract and references) may be written in French, English, or Spanish. They must be original work. They may however have been presented at a conference (with proceedings), as long as they have been adapted to the format required by the *Revue internationale des études du développement* (see the [guidelines for authors](#) on the blog for the publications of the IEDES), but the author must not submit their paper to another journal simultaneously.

Publication calendar

The authors agree to comply with the calendar.

The proposals must be submitted by April 8, 2022 to:

pairault@ehess.fr; revdev@univ-paris1.fr; folashade.soule-kohndou@bsg.ox.ac.uk; hang.zhou@cmi.no

The authors preselected by the editors and the editorial committee will be notified by the editorial team the week of April 19, 2022.

The first draft (V1), following the journal's guidelines for authors, must be submitted by the authors to the three aforementioned email addresses by **June 3rd, 2022**.

The evaluation process will take a few months; each – anonymous – article will be submitted to a double blind peer review by two external reviewers who are experts on the topic. Requesting a first version of the article does not constitute a commitment on the part of the journal to publish the aforementioned article, which must be approved by the editorial committee, following the different steps in the evaluation process; no. 251 is expected to be published in March 2023.

References

- Amougou, G., & Bobo, R. F. B. (2018). Ambition développementaliste, État stationnaire et extraversion au Cameroun de Paul Biya : Le projet de construction du port autonome de Kribi. *Politique africaine*, 150(2), 29-51. <https://doi.org/10.3917/polaf.150.0029>
- Bayart, J.-F. (1999). L'Afrique dans le monde : une histoire d'extraversion. *Critique internationale*, 5(1), 97-120. <https://doi.org/10.3406/criti.1999.1505>
- Benabdallah, L. (2020). Power or Influence? Making sense of China's evolving party-to-party diplomacy in Africa. *African Studies Quarterly*, 19(3-4), 94-114.
- Cabestan, J.-P. (2020). African agency and Chinese power: the case of Djibouti, *SALIA Policy Insights*, 93.
- Carmody, P., Taylor, I. & Zajontz, T. (2021). China's spatial fix and "debt diplomacy" in Africa: Constraining belt or road to economic transformation?. *Canadian Journal of African Studies*, 56(1), 57-77. <https://doi.org/10.1080/00083968.2020.1868014>
- Cheru, F. & Obi, C. (2010). Introduction. Africa in the twenty-first century: Strategic and development challenges. In Fantu, C. & Cyril, O. (Eds.), *The rise of China and India in Africa: Challenges, opportunities and critical interventions* (1-10). Zed Books.
- Chipaike, R. & Bischoff, P. H. (2019). Chinese engagement of Zimbabwe and the limits of elites agency. *Journal of Asian and African Studies*, 54(7), 947-964. <https://doi.org/10.1177/0021909619848783>
- Corkin, L. (2013). *Uncovering African Agency, Angola's management of China's credit lines*. Routledge.
- Fei, D., Samatar, A. & Liao, C. (2018). Chinese-African encounters in high-tech sectors: Comparative investigation of Chinese workplace regimes in Ethiopia. *Development Policy Review*, 36, 445-475. <https://doi.org/10.1111/dpr.12357>
- Fourie, E. (2015). L'Éthiopie et le Kenya face au « modèle chinois » de développement : Une nouvelle carte pour l'Afrique ?. *Afrique contemporaine*, 253, 87-103. <https://doi.org/10.3917/afco.253.0087>
- Gambino, E. & Périer, M. (2020). La participation chinoise dans le développement des infrastructures de transport au Kenya : une transformation des géométries du pouvoir ?. *Critique internationale*, 89, 95-114. <https://doi.org/10.3917/criti.089.0098>
- Harman, S. (2015). *The Global politics of health reform in Africa: Participation and performance*. Palgrave Macmillan. <https://doi.org/10.1057/9781137500151>
- Hodzi, O. & Åberg, J. (2020). Introduction to the Special Issue: Strategic deployment of the China model in Africa. *Politics & Policy*, 48(5), 804-814. <https://doi.org/10.1111/polp.12378>
- Kernen, A. (2014). L'Afrique face à la puissance économique de la Chine. *Politique africaine*, 134, 5-19. <https://doi.org/10.3917/polaf.134.0005>
- Khan-Mohammad, G. & Amougou, G. (2020). Industrie et développement au Cameroun : les dynamiques d'un État dans l'« émergence ». *Critique internationale*, 89, 53-74. <https://doi.org/10.3917/criti.089.0056>

- Kragelund, P. & Carmody, P. (2016). Who is in charge – State power and agency in Sino-African relations. *Cornell International Law Journal*, 49(1), 1-23.
- Lampert, B. & Mohan, G. (2013). Negotiating China: Reinserting African agency into China–Africa relations. *African Affairs*, 112(446), 92-110. <https://doi.org/10.1093/afraf/ads065>
- Lampert B. & Mohan G. (2015). Making space for African Agency in China-Africa engagements: Ghanaian and Nigerian patrons shaping Chinese enterprise. In Gadzala, A. W. (Ed.). *Africa and China: How Africans and Their Government are Shaping Relations with China* (109-126). Rowman and Littlefield.
- Lavigne Delville, Ph. (2017). Pour une socio-anthropologie de l'action publique dans les pays « sous régime d'aide ». *Anthropologie & développement*, 45, 33-64. <https://doi.org/10.4000/anthropodev.542>
- Lee, C. K. (2009). Raw Encounters: Chinese managers, African workers and the politics of casualization in Africa's Chinese enclaves. *China Quarterly*, 199, 647-666. <https://doi.org/10.1017/S0305741009990142>
- Lee, D. (2013). African agency in global trade governance. In William, B. & Sophie, H. (Eds.), *African agency in international politics*. Routledge.
- Links, S. (2021a). Ascertaining Agency: Africa and the Belt and Road Initiative. In Florian, S. (Ed.), *Global Perspectives on China's Belt and Road Initiative: Asserting Agency through Regional Connectivity* (113-140). Amsterdam University Press. <https://doi.org/10.2307/j.ctv1dc9k7j.8>
- Links, S. (2021b). Parameters and Pathways: Agency in the case of the Southern African development community. In Florian, S. (Ed.), *Global Perspectives on China's Belt and Road Initiative: Asserting Agency through Regional Connectivity* (141-170). Amsterdam University Press. <https://doi.org/10.2307/j.ctv1dc9k7j.9>
- Mills, K. & Bloomfield, A. (2018). African resistance to the international criminal court: Halting the advance of the anti-impunity norm. *Review of International Studies*, 44(1), 101–127. <https://doi.org/10.1017/S0260210517000407>
- Malm, J. (2020). China-powered' African agency and its limits: the case of the DRC 2007-2009. *SAlIA Policy Insights*, 96.
- Mwetaminwa, J. & Vircolon, Th. (2022). Un scandale sino-congolais. L'exploitation illégale des minerais et des forêts par les entreprises chinoises au Sud-Kivu. *Notes de l'Ifri*. Ifri.
- Olivier de Sardan, J.-P. (1991). L'anthropologie du changement social et du développement comme ambition théorique ?. *Bulletin de l'APAD*, 1. <https://doi.org/10.4000/apad.296>.
- Olivier de Sardan, J.-P. (2021). *La revanche des contextes. Des mésaventures de l'ingénierie sociale, en Afrique et au-delà*, Karthala.
- Otele, O. M. (2020). China, region-centric infrastructure drives and regionalism in Africa. *South African Journal of International Affairs*, 27(4), 511-532. <https://doi.org/10.1080/10220461.2020.1856179>
- Pairault, Th. (2019). Lin Yifu, l'Afrique et le modèle chinois d'émergence, *Revue de la régulation*, 25. <https://doi.org/10.4000/regulation.14529>
- Pairault, Th. (2020, 30 juillet). China's Infrastructure-heavy model for African growth is failing. *The Diplomat*, <https://thediplomat.com/2020/07/chinas-infrastructure-heavy-model-for-african-growth-is-failing>
- Pairault, Th. (2021). L'Afrique et sa dette « chinoise » au temps de la covid-19. *Revue de la régulation*, 29. <https://doi.org/10.4000/regulation.17645>
- Péclard, D., Kernen, A. & Khan-Mohammad, G. (2020). États d'émergence. Le gouvernement de la croissance et du développement en Afrique. *Critique internationale*, 89, 9-27. <https://doi.org/10.3917/cii.089.0012>
- Petite, S. (2021, 1^{er} décembre). Les pays africains se risquent à demander des comptes à la Chine. *Le Temps*. <https://www.letemps.ch/monde/pays-africains-se-risquent-demander-comptes-chine>
- Phillips, J. (2019). Who's in charge of Sino-African resource politics? Situating African state agency in Ghana. *African Affairs*, 118(470), 101-124. <https://doi.org/10.1093/afraf/ady041>
- Soulé, F. (2018). Bureaucratic agency and power asymmetry in Benin-China relations. In Chris, A. & Large, D. (Ed.), *New directions in Africa-China studies*. Routledge.
- Soulé, F. (2020). Politiques bureaucratiques et asymétrie dans les négociations Afrique-Chine. *Annuaire français de relations internationales*, XXI.

Sun, Y. (2021, December 6). FOCAC 2021: *China's retrenchment from Africa?*. Brookings Institution Blog. <https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2021/12/06/focac-2021-chinas-retrenchment-from-africa>

Taylor, I. & Zajontz, T. (2020). In a fix: Africa's place in the Belt and Road Initiative and the reproduction of dependency. *South African Journal of International Affairs*, 27(3), 277-295. <https://doi.org/10.1080/10220461.2020.1830165>

Van Staden, C., Alden, C. & Wu, Y. (2020). Outlining African agency against the background of the Belt and Road Initiative, *African Studies Quarterly*, 19(3-4), 115-134.

Wang, Y. (2021). Executive agency and State capacity in development: Comparing Sino-African railways in Kenya and Ethiopia. *Comparative Politics*, 54(2), 349-373. <https://doi.org/10.5129/001041522X16225661565091>

Zajontz, T. (2021). The Chinese infrastructural fix in Africa: Lessons from the Sino-Zambian "road bonanza". *Oxford Development Studies*. <https://doi.org/10.1080/13600818.2020.1861230>

Zhou, H. (2022). Western and Chinese development engagements in Uganda's roads sector: An implicit division of labour. *African Affairs*, 121(482), 29-59. <https://doi.org/10.1093/afraf/adac005>

LLAMAMIENTO A CONTRIBUCIÓN
“Descentrar el análisis de las relaciones afro-chinas”
Revue internationale des études du développement n°251 (2023-1)

Coordinación del dossier

- Thierry PAIRAULT (pairault@ehess.fr), Economista especialista en economía social y sinólogo, director de investigación emérito (CNRS/EHESS) y miembro del Centre d'études sur la Chine moderne et contemporaine en el EHESS.
- Folashadé SOULÉ (folashade.soule-kohndou@bsg.ox.ac.uk), Politólogo, Investigadora en el Global Economic Governance programme, Blavatnik School of Government University of Oxford.
- Hang ZHOU (hang.zhou@cmi.no), Politólogo y antropólogo, postdoctoral en el Chr. Michelsen Institute, Bergen.

La cuestión planteada por la gran mayoría de obras que analizan las relaciones entre África y China es “¿Qué hace China en África? ¿Qué hacen los chinos en África?” olvidando, a menudo, a aspirar a una antropología del cambio social, económico y político en la que los actores africanos reencuentren su lugar. En otras palabras, un planteamiento que descentra China y los chinos para esclarecer, a través de África y de los africanos, los cimientos micro de los procesos macro del desarrollo. Retomando en cierta manera los términos de Jean-Pierre Olivier de Sardan (1991), diremos que el planteamiento debe centrarse en los actores africanos de base a la búsqueda del desarrollo y privilegiar sus puntos de vista y sus prácticas para poner de relieve sus estrategias, a pesar de sus limitaciones, sus márgenes de maniobra independientemente de lo reducidos que puedan ser, en una palabra, su “agenceidad” teniendo en cuenta la traducción de Jean-Pierre Olivier de Sardan del término inglés agency. Tal planteamiento destaca las lógicas y las racionalidades que sustentan representaciones y comportamientos. “Hace hincapié en la existencia de reales ‘grados de decisión’ a todos los niveles, y de opciones llevadas a cabo por los individuos en su propio nombre o en el de las instituciones de las que se consideran mandatarios”.

La agenceidad – o la agentividad como se denomina actualmente a menudo⁵ – se concibe aquí como la capacidad a operar o a introducir cambios socioeconómicos y políticos en el ámbito de intervención de los actores. Realizar tales cambios no implica siempre una contestación del poder ni significa necesariamente dismantelar las estructuras y denunciar las normas. Es posible promover estos cambios erigiendo formas de acción que se ajusten a las normas existentes. Por ello, es necesaria la descentralización⁶ del planteamiento de las relaciones afro-chinas para poder evaluar mejor en qué medida las presencias chinas han respondido o no a las demandas africanas (productos manufacturados y prestaciones de servicios a bajo coste, financiaciones, etc). Tal descentralización conduce a varias cuestiones: 1) ¿Cuál es la naturaleza de los cambios buscados o implementados? 2) ¿Cómo se generan? 3) ¿Qué parcelas de poder se ven implicadas? 4) ¿Qué normas las fundamentan y sustentan?

Al abordar la cuestión de las prácticas de agentividad y de las normas africanas en las relaciones afro-chinas, este llamamiento a contribución pretende incentivar la descentralización de China hacia África. Estudiar las prácticas agentivas de los actores africanos en los circuitos internacionalizados, significa también en qué medida tales prácticas

⁵ Jean-Pierre Olivier de Sardan (2021 :156) data su utilización de 2018 a raíz de las obras de Cyril Lemieux. De hecho, su uso sería anterior en psicología y sociología, y resulta de su invención en Canadá francófono.

⁶ Hablamos de una descentralización, que es la acción de desplazar el centro (descentralizar), y no de un descentramiento, que es un defecto de alineación en óptica. Este último término se utiliza en relaciones internacionales para tratar una falta de alineación a las visiones occidentales.

interactúan con las estrategias de extraversion (Bayart, 1999; Lavigne Delville, 2017) a través de las cuales estos actores movilizan recursos financieros, políticos o intelectuales. Todas las disciplinas (economía, sociología, antropología, derecho, geografía, historia, ciencia política, demografía) podrán abordar esta temática en sus diferentes aspectos y documentar las experiencias relacionadas, orientando específicamente sus efectos en los territorios, en las instituciones, en los individuos, principal pero no exclusivamente, a través de tres ejes:

Una articulación en tres perspectivas de análisis

➤ **Los actores africanos en sus relaciones con China a nivel local y nacional:**

Las relaciones afro-chinas se llevan a cabo a través de múltiples actores y a múltiples niveles. Un número creciente de estudios consagrados a este eje tratan un espectro de interlocutores africanos cada vez más amplio, que incluye presidentes (Amougou & Bobo, 2018; Malm, 2020; Wang, 2021), facciones políticas en el poder (Phillips, 2019), élites políticas (Cabestan, 2020; Corkin, 2013), a burócratas y partidos políticos (Benabdallah, 2020; Soulé, 2018, 2020), gobiernos locales (Gambino, 2020), sindicatos (Lampert & Mohan, 2013; Lee, 2009), empresarios locales (Ding, Samatar & Liao, 2018; Kernén et al., 2020; Lampert & Mohan, 2015) y organizaciones de promoción (Chipaike & Bischoff, 2018). Pese al trabajo progresivo de descentralización implementado, es necesario continuar con esta iniciativa como consecuencia de los cambios en el terreno tanto en África como en China. Además, la estrategia china de la Nueva Ruta de la Seda lanzada en 2016, de ambiguos objetivos, tendría un impacto económico, geopolítico o social considerable en África. Por consiguiente, el estudio de la agentividad de los actores africanos en la Nueva Ruta de la Seda es una prioridad apremiante (Links, 2021a; Van Staden, Alden & Wu, 2020; Mwetaminwa & Vircoulon, 2022). Más que celebrar simplemente prácticas de agentividad africanas, los estudios existentes también intentan identificar las limitaciones estructurales a las que se enfrentan, y algunas de ellas (Carmody, Taylor & Zajontz, 2021; Khan-Mohammad & Amougou, 2020; Kragelund & Carmody, 2015; Zajontz, 2021; Zhou 2022) empiezan a cuestionarse si diferentes tipo de prácticas agentivas podrían provocar transformaciones estructurales en las sociedades africanas. Las contribuciones deberán adoptar un análisis de múltiples actores y niveles (local y nacional) diferenciando los actores por su tipología, sus motivaciones, sus prácticas y los diferentes contextos (estructurales e históricos) en los que desarrollan sus acciones. Se tratará, por consiguiente, de partir de hechos empíricos y/o estudios de caso para ilustrar las prácticas agentivas implementadas por los actores públicos, privados o mixtos.

➤ **Los actores africanos en sus relaciones con China a escala regional y en las instituciones multilaterales:**

Un corpus de obras existentes que contribuyen a enriquecer el debate de la “agentividad africana” en política internacional, trata de los compromisos de los Estados africanos en los foros multilaterales y examina sus esfuerzos, a menudo bajo formas de estrategias colectivas, para influenciar los programas de las instituciones multilaterales y/o la formulación de normas internacionales (Harman, 2015; Lee, 2013; Mills & Bloomfield, 2018). Inspirándose de esta línea de investigación, este eje incita a las contribuciones cuyo objetivo es el estudio de las relaciones afro-chinas en el contexto del multilateralismo regional o global. Estas contribuciones pueden explorar las prácticas agentivas en el marco de las relaciones con China, de las organizaciones regionales africanas como la Comunidad Económica de los Estados de África Occidental (CEDEAO), la Comunidad de Desarrollo de África Austral (SADC) (Links, 2021b), la Comunidad de África Oriental (EAC) (Otele, 2020) o la Unión Africana, la diplomacia de cumbres como el Foro de Cooperación China-África (FOCAC) – o las instituciones multilaterales sobre temas específicos como el cambio climático, el comercio mundial, y el mantenimiento y la consolidación de la paz. El objetivo es demostrar, igualmente, la implementación de prácticas agentivas de los actores africanos a pesar de las limitaciones y asimetrías estructurales en tales instituciones en las que el establecimiento inicial de las reglas del juego está caracterizado, a menudo, por la ausencia de una verdadera participación de estos actores africanos. Las contribuciones deberán, por lo tanto, especificar el nivel, los motivos y por qué medios las prácticas agentivas son implementadas pero también deberán cuestionar su impacto, en el marco de los objetivos de los actores africanos y en lo que se refiere a la estructura de estas instituciones.

Asimismo, resultaría interesante ver las convergencias/divergencias entre China y África y examinar en qué medida los países africanos se implican en prácticas agentivas para convencer, persuadir o recibir el apoyo de Pekín en cuestiones

específicas. Los artículos que aborden estos temas deberán incluir las potenciales tensiones inducidas por tales prácticas en sus relaciones con los aliados tradicionales occidentales.

➤ Modelos de desarrollo y confrontación de normas:

Si la investigación en China parece interesarse poco al estudio de las prácticas y normas africanas, sin embargo África está confrontada a una reinención china de normas y prácticas concebidas, en primer lugar, para distinguirse de Occidente (asimilado al mundo moderno) pero también para desmarcarse frente a los países en desarrollo, incluidos los países africanos. Un proceso idéntico se está produciendo, sin duda alguna, en África (por ejemplo con la construcción de la Unión Africana y de la zona de libre cambio continental africana). En este contexto, el “sueño chino” puede convertirse en África “soñar ser como China” e impactar las prácticas y normas africanas. Además, las contribuciones podrán tratar la recepción y transferibilidad de un “modelo chino” opuesto a un modelo occidental (Kernen, 2014; Fourie, 2015; Pairault, 2019 & 2020; Kernen *et al.*, 2020; Hodzi & Åberg, 2020), el estudio de las sucesivas sesiones del FOCAC (Sun, 2021), sobre la crisis de la deuda – independientemente de su importancia real – (Pairault, 2021) para estudiar cómo estas prácticas han nacido y podido evolucionar de tal forma que algunos países africanos se sienten hoy en día en condiciones de reivindicar un peso, un rol que creían no disponer como señala F. Soulé (Petite, 2021). Las contribuciones podrán tratar igualmente la respuesta china, en particular, a las resistencias, protestas e instrumentos movilizados para realizarlas, pero también podrán abordar, al contrario, la adhesión o renegociación de los términos de la relación que permite superar los eventuales desacuerdos y generar consenso.

Modalidades de presentación de las proposiciones / Participación al Dossier del n°251 (2023/1) de la Revista

Los autores se comprometen a consultar la [línea editorial](#) de la *Revue internationale des études du développement* y a cumplir con la [carta ética](#).

El proceso de selección se desarrolla como sigue, según las fechas indicadas en el siguiente calendario de producción:

1-Envío de la propuesta de contribuciones

Las propuestas de contribuciones, en francés, inglés o español, presentan el proyecto de artículo en más o menos 4.000 caracteres (con espacios), equivalentes a unas 500 palabras o una página.

La propuesta (Word, .doc o .docx), cuyo dossier se llama “NOMBRE DEL AUTOR-Propuesta-251”, incluye:

- El título de 70 caracteres máximo (con la posibilidad de agregar un subtítulo)
- Un resumen del artículo que detalle el tema de la investigación, su marco teórico, el terreno estudiado y sus principales resultados
- Referencias bibliográficas (no incluidas en el total de los caracteres autorizados)
- Un fichero adjunto llamado “NOMBRE DEL AUTOR-Infos-251” incluyendo los nombres y apellidos de los autores, sus estatuto y pertenencia institucional, así como su dirección de correo electrónico.

La adecuación de la proposición a la llamada a contribución se verifica por los coordinadores y la redacción de la revista.

2-Envío del artículo

Se invita los autores cuya propuesta de contribución fue preseleccionada a enviar una primera versión de su artículo que debe imperativamente corresponder a las normas indicadas anteriormente. Los artículos se someten entonces a una lectura doble ciego de dos evaluadores, especialistas y ajenos a la revista.

Los artículos (de 45000 caracteres máximo, espacios incluidos, pero sin resumen y bibliografía) podrán ser redactados en francés, inglés o español y deben ser originales. Sin embargo, podrán haber sido objetos de comunicaciones en coloquios (con actas), bajo la condición de ser adaptados a las normas exigidas por la *Revue internationale des études du développement* (ver [las normas de publicación](#) a destino de los autores en el carnet de investigaciones de la publicaciones de IEDES.

Calendario de producción

Las propuestas de artículos deberán ser enviadas antes del 8 de Abril 2022 a:

pairault@ehess.fr; revdev@univ-paris1.fr; folashade.soule-kohndou@bsg.ox.ac.uk; hang.zhou@cmi.no

-**Las o los autores preseleccionados** por las coordinadoras y el comité de redacción recibirán una respuesta por parte del equipo de la revista la semana del 19 Abril 2022.

-**Las primeras versiones de los artículos**, en conformidad a las normas de la revista, deberán ser enviadas por los autores a las cuatro direcciones de correo citadas **antes del 3 de Junio 2022**.

-**El proceso de evaluación** durará unos meses. Cada artículo –anonimizado– será sometido a un mecanismo de evaluación de doble ciego por lectores, expertos externos a la revista, sobre el tema tratado, y el lanzamiento del número está previsto para Marzo del 2023.

Referencias citadas

Amougou, G., & Bobo, R. F. B. (2018). Ambition développementaliste, État stationnaire et extraversion au Cameroun de Paul Biya : Le projet de construction du port autonome de Kribi. *Politique africaine*, 150(2), 29-51. <https://doi.org/10.3917/polaf.150.0029>

Bayart, J.-F. (1999). L'Afrique dans le monde : une histoire d'extraversion. *Critique internationale*, 5(1), 97-120. <https://doi.org/10.3406/criti.1999.1505>

Benabdallah, L. (2020). Power or Influence? Making sense of China's evolving party-to-party diplomacy in Africa. *African Studies Quarterly*, 19(3-4), 94-114.

Cabestan, J.-P. (2020). African agency and Chinese power: the case of Djibouti, *SALIA Policy Insights*, 93.

Carmody, P., Taylor, I. & Zajontz, T. (2021). China's spatial fix and "debt diplomacy" in Africa: Constraining belt or road to economic transformation?. *Canadian Journal of African Studies*, 56(1), 57-77. <https://doi.org/10.1080/00083968.2020.1868014>

Cheru, F. & Obi, C. (2010). Introduction. Africa in the twenty-first century: Strategic and development challenges. In Fantu, C. & Cyril, O. (Eds.), *The rise of China and India in Africa: Challenges, opportunities and critical interventions* (1-10). Zed Books.

Chipaike, R. & Bischoff, P. H. (2019). Chinese engagement of Zimbabwe and the limits of elites agency. *Journal of Asian and African Studies*, 54(7), 947-964. <https://doi.org/10.1177/0021909619848783>

Corkin, L. (2013). *Uncovering African Agency, Angola's management of China's credit lines*. Routledge.

Fei, D., Samatar, A. & Liao, C. (2018). Chinese-African encounters in high-tech sectors: Comparative investigation of Chinese workplace regimes in Ethiopia. *Development Policy Review*, 36, 445-475. <https://doi.org/10.1111/dpr.12357>

Fourie, E. (2015). L'Éthiopie et le Kenya face au « modèle chinois » de développement : Une nouvelle carte pour l'Afrique ?. *Afrique contemporaine*, 253, 87-103. <https://doi.org/10.3917/afco.253.0087>

Gambino, E. & Périer, M. (2020). La participation chinoise dans le développement des infrastructures de transport au Kenya : une transformation des géométries du pouvoir ?. *Critique internationale*, 89, 95-114. <https://doi.org/10.3917/criti.089.0098>

Harman, S. (2015). *The Global politics of health reform in Africa: Participation and performance*. Palgrave Macmillan. <https://doi.org/10.1057/9781137500151>

Hodzi, O. & Åberg, J. (2020). Introduction to the Special Issue: Strategic deployment of the China model in Africa. *Politics & Policy*, 48(5), 804-814. <https://doi.org/10.1111/polp.12378>

Kernen, A. (2014). L'Afrique face à la puissance économique de la Chine. *Politique africaine*, 134, 5-19. <https://doi.org/10.3917/polaf.134.0005>

Khan-Mohammad, G. & Amougou, G. (2020). Industrie et développement au Cameroun : les dynamiques d'un État dans l'« émergence ». *Critique internationale*, 89, 53-74. <https://doi.org/10.3917/criti.089.0056>

Kragelund, P. & Carmody, P. (2016). Who is in charge – State power and agency in Sino-African relations. *Cornell International Law Journal*, 49(1), 1-23.

Lampert, B. & Mohan, G. (2013). Negotiating China: Reinserting African agency into China–Africa relations. *African Affairs*, 112(446), 92-110. <https://doi.org/10.1093/afraf/ads065>

Lampert B. & Mohan G. (2015). Making space for African Agency in China-Africa engagements: Ghanaian and Nigerian patrons shaping Chinese enterprise. In Gadzala, A. W. (Ed.), *Africa and China: How Africans and Their Government are Shaping Relations with China* (109-126). Rowman and Littlefield.

Lavigne Delville, Ph. (2017). Pour une socio-anthropologie de l'action publique dans les pays « sous régime d'aide ». *Anthropologie & développement*, 45, 33-64. <https://doi.org/10.4000/anthropodev.542>

Lee, C. K. (2009). Raw Encounters: Chinese managers, African workers and the politics of casualization in Africa's Chinese enclaves. *China Quarterly*, 199, 647-666. <https://doi.org/10.1017/S0305741009990142>

Lee, D. (2013). African agency in global trade governance. In William, B. & Sophie, H. (Eds.), *African agency in international politics*. Routledge.

Links, S. (2021a). Ascertaining Agency: Africa and the Belt and Road Initiative. In Florian, S. (Ed.), *Global Perspectives on China's Belt and Road Initiative: Asserting Agency through Regional Connectivity* (113-140). Amsterdam University Press. <https://doi.org/10.2307/j.ctv1dc9k7j.8>

Links, S. (2021b). Parameters and Pathways: Agency in the case of the Southern African development community. In Florian, S. (Ed.), *Global Perspectives on China's Belt and Road Initiative: Asserting Agency through Regional Connectivity* (141-170). Amsterdam University Press. <https://doi.org/10.2307/j.ctv1dc9k7j.9>

Mills, K. & Bloomfield, A. (2018). African resistance to the international criminal court: Halting the advance of the anti-impunity norm. *Review of International Studies*, 44(1), 101–127. <https://doi.org/10.1017/S0260210517000407>

Malm, J. (2020), China-powered' African agency and its limits: the case of the DRC 2007-2009. *SALIA Policy Insights*, 96.

Mwetaminwa, J. & Vircoulon, Th. (2022). Un scandale sino-congolais. L'exploitation illégale des minerais et des forêts par les entreprises chinoises au Sud-Kivu. *Notes de l'Ifri*. Ifri.

Olivier de Sardan, J.-P. (1991). L'anthropologie du changement social et du développement comme ambition théorique ?. *Bulletin de l'APAD*, 1. <https://doi.org/10.4000/apad.296>.

Olivier de Sardan, J.-P. (2021). *La revanche des contextes. Des mésaventures de l'ingénierie sociale, en Afrique et au-delà*, Karthala.

Otele, O. M. (2020). China, region-centric infrastructure drives and regionalism in Africa. *South African Journal of International Affairs*, 27(4), 511-532. <https://doi.org/10.1080/10220461.2020.1856179>

Pairault, Th. (2019). Lin Yifu, l'Afrique et le modèle chinois d'émergence, *Revue de la régulation*, 25. <https://doi.org/10.4000/regulation.14529>

Pairault, Th. (2020, 30 juillet). China's Infrastructure-heavy model for African growth is failing. *The Diplomat*, <https://thediplomat.com/2020/07/chinas-infrastructure-heavy-model-for-african-growth-is-failing>

Pairault, Th. (2021). L'Afrique et sa dette « chinoise » au temps de la covid-19. *Revue de la régulation*, 29. <https://doi.org/10.4000/regulation.17645>

Péclard, D., Kernen, A. & Khan-Mohammad, G. (2020). États d'émergence. Le gouvernement de la croissance et du développement en Afrique. *Critique internationale*, 89, 9-27. <https://doi.org/10.3917/criti.089.0012>

Petite, S. (2021, 1^{er} décembre). Les pays africains se risquent à demander des comptes à la Chine. *Le Temps*. <https://www.letemps.ch/monde/pays-africains-se-risquent-demander-comptes-chine>

Phillips, J. (2019). Who's in charge of Sino-African resource politics? Situating African state agency in Ghana. *African Affairs*, 118(470), 101-124. <https://doi.org/10.1093/afraf/ady041>

Soulé, F. (2018). Bureaucratic agency and power asymmetry in Benin-China relations. In Chris, A. & Large, D. (Ed.), *New directions in Africa-China studies*. Routledge.

Soulé, F. (2020). Politiques bureaucratiques et asymétrie dans les négociations Afrique-Chine. *Annuaire français de relations internationales*, XXI.

Sun, Y. (2021, December 6). FOCAC 2021: China's retrenchment from Africa?. *Brookings Institution Blog*. <https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2021/12/06/focac-2021-chinas-retrenchment-from-africa>

Taylor, I. & Zajontz, T. (2020). In a fix: Africa's place in the Belt and Road Initiative and the reproduction of dependency. *South African Journal of International Affairs*, 27(3), 277-295. <https://doi.org/10.1080/10220461.2020.1830165>

Van Staden, C., Alden, C. & Wu, Y. (2020). Outlining African agency against the background of the Belt and Road Initiative, *African Studies Quarterly*, 19(3-4), 115-134.

Wang, Y. (2021). Executive agency and State capacity in development: Comparing Sino-African railways in Kenya and Ethiopia. *Comparative Politics*, 54(2), 349-373. <https://doi.org/10.5129/001041522X16225661565091>

Zajontz, T. (2021). The Chinese infrastructural fix in Africa: Lessons from the Sino-Zambian "road bonanza". *Oxford Development Studies*. <https://doi.org/10.1080/13600818.2020.1861230>

Zhou, H. (2022). Western and Chinese development engagements in Uganda's roads sector: An implicit division of labour. *African Affairs*, 121(482), 29-59. <https://doi.org/10.1093/afraf/adac005>